



Deri, Goldknopf, Gafni : des dirigeants de minorités ultra-orthodoxes dotés d'une influence démesurée

À l'approche des élections législatives israéliennes du 27 octobre, FokusIsrael.ch vous présente les principales personnalités politiques. Cette semaine : Aryeh Deri, Yitzhak Goldknopf et Moshe Gafni, les dirigeants des trois partis ultra-orthodoxes.

Par Jan Kapusnak

Aryeh Deri, Yitzhak Goldknopf et Moshe Gafni ne deviendront probablement jamais eux-mêmes Premier ministre d'Israël. Cependant, les partis qu'ils dirigent ont remporté au total dix-huit des 120 sièges de la Knesset lors des élections de 2022, devenant ainsi un pilier incontournable du gouvernement de Benjamin Netanyahu.

Ces trois hommes représentent la population ultra-orthodoxe d'Israël, les Haredim, mais leurs partis s'adressent à des électorats différents. Le « Shas », présidé par Aryeh Deri, bénéficie du soutien des Haredim séfarades et mizrahim, c'est-à-dire des juifs ultra-orthodoxes d'origine moyen-orientale et nord-africaine, mais aussi des électeurs mizrahim traditionnels et issus de la classe ouvrière qui ne sont pas strictement religieux. Le « Judaïsme unifié de la Torah (UTJ) » réunit en revanche le parti hassidique « Agudat Yisraël » d'Yitzhak Goldknopf et le « Degel HaTorah » de Moshe Gafni, qui est le porte-parole politique de la communauté religieuse lituanienne non hassidique (voir : [Les positions et l'importance du « Shas » et de l'« UTJ »](#)).

Aryeh Deri : condamné à plusieurs reprises, mais influent sur le plan politique

Aryeh Deri est le plus puissant et le plus brillant sur le plan politique des trois dirigeants. Né en 1959 au Maroc, il a émigré en Israël lorsqu'il était enfant et a gravi les échelons au sein du « Shas » sous la houlette de son fondateur et guide spirituel, le rabbin Ovadia Yosef. Le Shas a été fondé en 1984 en réponse à la marginalisation et à la sous-représentation, à l'époque, des Juifs séfarades et mizrahim au sein de la société israélienne par l'establishment haredi, dominé par les Ashkénazes. Le « Shas » s'est engagé à restaurer la fierté religieuse séfarade et à mettre en place des écoles, des organisations sociales et des programmes d'aide sociale dans les communautés défavorisées.

Cette histoire confère au « Shas » une identité politique plus large que celle du « Judaïsme de la Torah unifié (UTJ) ». Il s'agit à la fois d'un parti harédi et d'un mouvement en faveur de l'ascension sociale des Séfarades et des Mizrahim, c'est-à-dire d'une force socialement conservatrice. De nombreux partisans du « Shas » sont traditionnels ou religieux – mais pas ultra-orthodoxes – et s'identifient fortement à



Deri, Goldknopf, Gafni : des dirigeants de minorités ultra-orthodoxes dotés d'une influence démesurée

Israël et au sionisme. Reflétant cet électorat élargi, le Shas est devenu en 2010 le premier parti harédi à adhérer au Congrès sioniste mondial. Autrefois, le « Shas » faisait preuve de souplesse politique et s'alliait aussi bien à des gouvernements de gauche qu'à des gouvernements de droite. Mais sous la direction de Deri, le « Shas » a définitivement basculé dans le bloc de droite de Netanyahu.

Aryeh Deri est devenu ministre de l'Intérieur à l'âge de vingt-neuf ans et s'est rapidement imposé comme un négociateur politique d'une habileté exceptionnelle. Sa carrière est toutefois indissociable de la corruption. En 1999, il a été condamné pour corruption, fraude et abus de confiance et a passé vingt-deux mois en prison. En 2013, M. Deri a fait son retour à la Knesset et a rapidement repris la tête du Shas.

En 2022, Deri a reconnu des infractions fiscales et a de nouveau démissionné de la Knesset. Il n'a toutefois écopé que d'une peine avec sursis et d'une amende. En effet, bien qu'il n'ait jamais expressément promis de quitter définitivement la vie politique, le tribunal estime que c'est ce qu'il a laissé entendre dans ses déclarations. À tort, comme cela s'est rapidement avéré, car, la même année encore, Deri a fait son retour à la Knesset et a été nommé ministre de l'Intérieur et de la Santé au sein du nouveau gouvernement de Netanyahu.

En janvier 2023, la Cour de cassation a alors déclaré que la nomination de Deri était « tout à fait inappropriée » et a rappelé ses condamnations répétées. Plusieurs juges ont par ailleurs critiqué le fait qu'il ait délibérément donné l'impression, lors de son plaidoyer, de se retirer de la vie politique. Finalement, le Premier ministre Netanyahu a été contraint de démettre Deri de ses fonctions. Ce dernier est toutefois resté membre de la Knesset et président du Shas, et continue depuis lors d'exercer une influence considérable, même sans occuper de poste ministériel.

Le massacre du 7 octobre 2023 en est l'illustration : bien que Deri n'occupât plus de poste ministériel, il participait régulièrement aux réunions du Conseil de sécurité et restait étroitement impliqué dans les décisions de guerre. En 2025, il a suscité l'indignation en qualifiant ce massacre, au cours duquel 1 200 personnes ont été sauvagement assassinées, de « partie intégrante du plan de Dieu ». Selon lui, ce massacre aurait en effet sauvé Israël, car il a mis au jour la stratégie globale de l'Iran visant à anéantir l'État juif. Les familles des victimes ont qualifié cette remarque de « gifle ».

M. Deri s'oppose également à la mise en place d'une commission d'enquête



Deri, Goldknopf, Gafni : des dirigeants de minorités ultra-orthodoxes dotés d'une influence démesurée

nationale indépendante sur le massacre du 7 octobre. En juillet 2026, il s'en est pris au chef de l'armée israélienne, Eyal Zamir, parce que celui-ci s'était prononcé contre les lois visant à protéger les objecteurs de conscience haredim, et lui a reproché d'être intervenu dans la campagne électorale. L'armée israélienne a rétorqué que de telles accusations portaient préjudice à l'ensemble de l'armée.

Yitzhak Goldknopf : Polémique contre l'obligation de service pour les Haredim

Le « Judaïsme de la Torah unifié (UTJ) », qui regroupe les partis « Agudat Yisrael » et « Degel HaTorah », n'est pas sioniste, contrairement au « Shas », et s'engage avant tout pour la protection de la communauté ashkénaze harédi. L'UTJ accepte certes l'État d'Israël en tant que réalité pratique, mais lui refuse toute signification religieuse et historique. C'est pourquoi, pendant des décennies, les responsables politiques de l'UTJ ont refusé d'accepter des postes ministériels afin d'éviter toute coresponsabilité formelle vis-à-vis d'un gouvernement sioniste.

Yitzhak Goldknopf est né à Jérusalem en 1950. Son parti, « Agudat Yisrael », représente les communautés hassidiques qui se sont organisées autour de leurs chefs spirituels (« rebbes »). Le « Degel HaTorah » de Moshe Gafni représente la yeshiva lituanienne non hassidique, au sein de laquelle les érudits de la Torah les plus éminents exercent la plus haute autorité. Les divergences d'opinion au sein de l'UTJ portent davantage sur les hiérarchies rabbiniques, les nominations, les budgets et la répartition des sièges au Parlement que sur la politique publique.

M. Goldknopf siège à la Knesset depuis 2022 seulement. Avant de devenir président de l'UTJ et ministre du Logement, il dirigeait un vaste réseau d'écoles maternelles haredim et menait des campagnes contre les entreprises qui travaillaient le shabbat. Son style politique allie les revendications locales à une rhétorique provocatrice. M. Goldknopf a également déjà remis publiquement en cause l'importance de l'enseignement de l'anglais et des mathématiques pour l'économie israélienne. Sa principale revendication est l'exemption du service militaire pour les juifs ultra-orthodoxes. Il a comparé les sanctions proposées à l'encontre des objecteurs de conscience haredim à l'étoile jaune que les nazis avaient imposée aux Juifs. Une telle rhétorique liée à l'Holocauste a également fait son apparition lors de manifestations extrémistes haredim, au cours desquelles les manifestants ultra-orthodoxes ont qualifié les policiers israéliens de « nazis » et d'« Hitler ».

En juin 2025, M. Goldknopf a démissionné de son poste de ministre du Logement, le gouvernement n'ayant pas accordé une dérogation acceptable pour son groupe



Deri, Goldknopf, Gafni : des dirigeants de minorités ultra-orthodoxes dotés d'une influence démesurée

parlementaire hassidique.

Moshe Gafni : un partisan de la ligne dure doté d'une grande expérience politique

Moshe Gafni, né en 1952, est un parlementaire bien plus expérimenté et efficace que Goldknopf. Il a fait son entrée à la Knesset en 1988 et a présidé pendant de nombreuses années sa puissante commission des finances. Son rapport aux institutions démocratiques est souvent déterminant. M. Gafni défend l'autorité parlementaire lorsqu'elle profite à sa communauté, mais rejette l'autorité judiciaire lorsque les tribunaux imposent des obligations équivalentes. En janvier 2026, il a appelé le gouvernement à ignorer les décisions de la Cour suprême concernant le service militaire obligatoire des haredim. Après que la police eut commencé à arrêter les objecteurs de conscience, il a ordonné aux représentants de Degel HaTorah au sein des conseils municipaux de suspendre leur coopération avec la police afin de ne pas « se rendre complices vis-à-vis de ceux qui lisent la sainte Torah ».

Gafni évite de s'en prendre directement aux soldats de l'armée israélienne et a publiquement prié pour leur sécurité. Il insiste néanmoins sur le fait que l'étude de la Torah est tout aussi indispensable à la survie d'Israël : « Sans étudiants de la Torah, nous n'avons pas d'avenir. » Son groupe parlementaire a tenu des propos plus virulents et a reproché aux autorités d'avoir « déclaré la guerre aux érudits de la Torah ». En juillet 2026, Gafni, aux côtés de Goldknopf et de Deri, a contribué à faire de l'étude de la Torah une « valeur fondamentale » d'Israël. Des opposants, tels que le chef de l'opposition Yair Lapid, ont qualifié cette mesure de « loi visant à financer l'évasion du service militaire » et ont reproché à la coalition gouvernementale de « cracher au visage des soldats de l'armée israélienne ».

« Shas » pourrait aider l'opposition à s'imposer face à la majorité

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu reste le partenaire privilégié du Shas et de l'UTJ. De son côté, il a besoin d'eux pour se maintenir au pouvoir. Les électeurs haredim font preuve d'une discipline exceptionnelle, ce qui permet à leurs partis d'apporter un soutien parlementaire fiable en échange d'un financement et de concessions politiques. Cela vient encore de se confirmer lorsque le gouvernement de coalition de M. Netanyahu a adopté plusieurs lois favorables aux haredim. En contrepartie, le dirigeant du Shas, M. Deri, a déclaré que son parti le soutiendrait « de toutes ses forces » lors des élections.



Deri, Goldknopf, Gafni : des dirigeants de minorités ultra-orthodoxes dotés d'une influence démesurée

L'ancien chef d'état-major Gadi Eisenkot, qui, selon les sondages, arrive en tête des partis d'opposition avec son nouveau parti « Yashar ! », a laissé entendre qu'il pourrait, le cas échéant, collaborer avec le Shas s'il venait à devenir chef du gouvernement. Un rabbin influent du Shas a certes laissé entendre qu'une telle collaboration pourrait être envisageable. Cependant, le chef du parti, M. Deri, a publiquement rejeté cette proposition.

La décision finale du Shas pourrait s'avérer déterminante pour la formation du futur gouvernement. Un récent sondage réalisé par la chaîne de télévision Kan prévoit huit sièges à la Knesset pour le Shas et huit autres pour l'UTJ harédi. Avec ces 16 mandats au total, le bloc de Netanyahu totaliserait 51 sièges au Parlement après les élections.

Selon ce même sondage, les partis sionistes obtiendraient au total 59 sièges au Parlement. Or, pour obtenir la majorité au sein de ce Parlement composé de 120 membres, il faut le soutien d'au moins 61 députés de la Knesset. Le Shas, qui compte huit députés, pourrait donc permettre à l'opposition d'obtenir la majorité nécessaire à la formation d'un nouveau gouvernement. Toutefois, les profondes divergences d'opinion sur le service militaire obligatoire et la religion compliqueraient considérablement une telle alliance. Le mardi 27 octobre, trois hommes qui, à eux trois, représentent moins de 15 % de la population israélienne et qui, de ce fait, ne dirigeront jamais eux-mêmes le gouvernement israélien, pourraient donc à nouveau exercer une influence décisive sur le choix du prochain Premier ministre de l'État juif et sur l'orientation que prendra le pays au cours des quatre prochaines années.

Jan Kapusnak est analyste politique et auteur. Il vit à Tel-Aviv.

Portraits déjà publiés :

[Benjamin Netanyahu : de l'homme de l'ombre à la marionnette – mais pas encore vaincu – FokusIsrael](#)

[Bezael Smotrich : d'un militant marginal à un homme politique influent au sein de la coalition – FokusIsrael](#)

[Itamar Ben-Gvir : de partisan du terrorisme à faiseur de rois – FokusIsrael](#)